

## ÉVÉNEMENT

# Textile: L'Amith veut des barrières à l'import

• La contrebande et les importations de produits «low cost», la grande menace

• Une vision économique de l'industrie réclamée

• Normalisation, fiscalité... les principales requêtes

**ALERTE** sur le textile! Ce secteur, qui pèse 35,3 milliards de DH de chiffre d'affaires à l'export en 2016, tire la sonnette d'alarme sur les risques sur le marché interne en particulier. La contrebande et les importations «low-cost» (produits «subventionnés» par les pays d'origine) menacent sa viabilité. La consommation provenant des importations informelles (sous-déclaration et contrebande) de produits finis est estimée à 14 milliards de DH contre 8



milliards déclarés officiellement à l'import. «L'environnement sur le marché local est très hostile. Le secteur a une stratégie qui est portée par tous les acteurs mais nous faisons face à un ensemble de contraintes et à

une compétitivité déloyale. Le ministère de l'Industrie ne peut pas tout porter», avertit Karim Tazi, président de l'Association marocaine du textile-habillement.

L'Amith explique que la contrebande et les importations «low cost» font perdre au Maroc 20.000 emplois par an. Les premières conclusions d'une étude commanditée par l'association révèlent qu'entre 2008 et 2012, 120.000 postes de travail ont été perdus sous l'effet de la contrebande et de ces importations low-cost. Il s'agit

dernière, Karim Tazi met en avant les premières conclusions pessimistes d'une étude commanditée auprès d'un cabinet: «Aucun modèle économique de production locale et de distribution n'est viable dans les conditions actuelles». La solution n'est autre «qu'un changement de paradigme avec un retour vers une forme de protectionnisme sans pour autant développer la rente». Une requête difficilement applicable au regard des engagements internationaux du Maroc. Mais l'Amith défend le recours aux mesures de sauvegarde, d'antidumping, le développement des normes, etc. «Tous les pays gênent l'implantation des acteurs qui détruisent l'emploi. Il faut redéfinir la politique des normes, lesquelles protègent le consommateur et le tissu industriel. La protection du tissu productif ne doit plus être un tabou», indique le président de l'Amith.

Porteuse d'un projet qui intègre non seulement l'export mais aussi le marché local, l'Amith veut des mesures fortes: exiger par exemple que les importateurs low-cost s'approvisionnent localement et la mise en place d'une fiscalité agressive qui permet d'attirer de nouveaux acteurs et des écosystèmes forts, compétitifs et viables. «Il faut une véritable vision économique de l'industrie et un changement d'état d'esprit au ministère des Finances». Un reproche

### La bonne santé de l'export

**L**ES activités tournées vers l'export affichent une dynamique intéressante avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,7% en 2016 et près de 2,5 milliards de DH d'investissements engagés. De nouveaux investissements sont en cours: «Nous sommes en discussion avec un grand acteur, un distributeur industriel, qui va créer un écosystème de 7.000 emplois. Deux projets sont également en cours et pourraient créer 5.000 postes», soutient le président de l'Amith. Seul hic, les activités orientées sur le marché local qui connaissent des difficultés depuis 2010. Selon l'Amith, la production des entreprises organisées tournée marché local est sur un trend baissier: 5% en moyenne par an depuis 2005. En parallèle, la consommation intérieure a absorbé 12 milliards de DH de production informelle, une «branche» qui occupe près de 200.000 personnes. Or, le secteur pourrait prétendre à un effet «taille» grâce aux engagements du plan d'accélération industriel et à la stratégie pour le marché local. «D'ici 2020 nous pourrions créer au moins une centaine de milliers d'emplois», promet le président de l'Amith. □

plus exactement des réseaux organisés qui n'ont rien à voir avec la contrebande dite «sociale» dont l'impact est jugé marginal. Des opérateurs pointent surtout les arrivées massives de conteneurs notamment via Guerguarat.

Les critiques visent aussi les importations low-cost, en référence à la panoplie de subventions dont elles bénéficieraient. «Nous parlons des chaînes de magasins qui se sont installées et n'apportent aucune valeur ajoutée. C'est de la concurrence déloyale puisqu'elles bénéficient de subventions de la production à la distribution», accuse le président de l'Amith. Aux commandes de l'association depuis l'année

qui tient surtout à la position de ce département qui refuserait de toucher à la TVA et cherche à limiter les dépenses fiscales souvent critiquées puisqu'elles constituent un manque à gagner pour le budget. Or, une des principales requêtes du secteur est la «compétitivité via la TVA». Autrement dit, une baisse du taux d'imposition de la production locale! «Nous parlons d'une ordonnance globale pour accroître les chances de réussir», soutient l'Amith qui rappelle que l'industrie en général et le textile en particulier reste un grand pourvoyeur d'emploi en particulier dans les villes. □

**Khadija MASMOUDI**